

Pour les chômeurs et les précaires, France Travail, c'est Pôle Emploi... en pire !

Malgré les magouilles de chiffres et en dépit des radiations et des conditions d'accès dégradées, **le nombre d'inscrits à France Travail repart à la hausse**. Nous, organisations de chômeurs et précaires, savons bien que celui du chômage et de la précarité n'a jamais cessé d'augmenter. Au vu des vagues de licenciements qui se succèdent et la politique de ce gouvernement, celà ne va clairement pas en s'arrangeant.

D'autant plus que France Travail, qui sous-traite de plus en plus les chômeurs et chômeuses comme de vulgaires marchandises pour ses missions d'accompagnement, **permet l'engraissement des OPP** (Opérateurs Privés de Placement). Ainsi, les sommes allouées par France Travail aux OPP sont passées de 250 Millions € en 2018 à 550 Millions € en 2022, puis 650 Millions € en 2023, et ce n'est pas fini !

Ce n'est pas d'un grand outil technocratique de flicage et de gavage des boîtes privées dont nous avons besoin, mais d'un grand et réel service public de l'emploi.

Au moment où le gouvernement cherche des milliards pour compenser ses choix politiques et économiques désastreux ainsi que ceux de ces prédécesseurs, en prenant aux plus pauvres, personnes chômeuses, salariées, retraitées, et en sacrifiant toujours plus les services publics - notamment l'éducation et la santé- nous leur disons que **de l'argent, il y en a, et nous leur disons même où le trouver :**

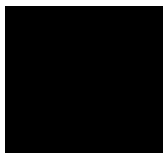
- En taxant les profits, bénéfices, dividendes et produits financiers de celles et ceux qui profitent des crises sociales, climatiques, énergétiques, sanitaires.
- En cessant de faire des dizaines de milliards € de cadeaux aux entreprises, pour qu'elles les transforment immédiatement en profits et en dividendes, sans aucune contrepartie. Pire, elles délocalisent, restructurent, licencient.
- En luttant contre les exonérations de cotisations sociales et contre l'optimisation et la fraude fiscales.

A l'opposé, nous revendiquons :

- Un emploi stable, librement choisi et correctement rémunéré
- Une **réduction du temps de travail à 32H/semaine** et la création d'emplois nécessaires pour un réel et efficace fonctionnement des services publics
- L'indemnisation de **100%** des personnes salariées privées d'emploi par l'assurance chômage avec un minimum de **41€/jour**
- L'arrêt des contrôles et des sanctions
- **L'annulation** des dernières réformes de l'assurance chômage et le retour au paritarisme
- La retraite à 60 ans
- Une allocation exceptionnelle dite «**Prime de Noël**» de **500€** étendue à tous les chômeurs et chômeuses

Alors que de nombreux secteurs professionnels sont en lutte contre les licenciements, la casse des services publics et industries, nos organisations appellent les travailleuses et travailleurs privés d'emploi et précaires à prendre toute leur place dans ces luttes.

Un emploi, c'est un droit - Un revenu, c'est un dû !



CHÔMEURS
APEIS
PRÉCAIRES



MNCP
Mouvement national des
chômeurs et précaires